

sède de vastes pouvoirs dont il doit se servir sans tarder afin de régler les graves problèmes que posent les zones de marasmes et les emplacements industriels. On pourrait ou on devrait faire beaucoup plus pour aider les travailleurs qui se cherchent un nouvel emploi dans une autre région à payer leurs dépenses. Il y aurait beaucoup à faire non seulement en vue de former les chômeurs actuels, mais aussi de former ceux qui occupent présentement les nouveaux emplois créés par l'évolution de la technologie, avant que cette technologie fasse disparaître leurs emplois. Mais chose plus importante que tout le reste, il faut qu'il y ait un programme d'ensemble dynamique, dans le sens indiqué par le chef de l'opposition et l'honorable député de Davenport, pour attirer de nouvelles industries et de nouveaux emplois dans les provinces de l'Atlantique, à Windsor et dans toutes les régions qui ont besoin d'une aide spéciale pour se développer, ainsi qu'un programme pour contribuer au maintien des industries qui se trouvent déjà dans ces régions. Bref, nous avons besoin d'un programme tirant parti de tous les pouvoirs actuels du gouvernement fédéral, afin d'établir un climat économique dans lequel les industries actuelles et les nouvelles puissent prospérer et grandir, créant de nouveaux emplois dans les régions où ils sont réellement nécessaires.

Une voix: Un billet d'aller seulement était votre réponse.

M. Gray: Je ne sais pas au juste de quel coin du mauvais côté de la Chambre venait cette remarque, mais il serait de mise, je crois, de parler ici des vues de l'honorable représentant de Nanaimo-Cowichan-Les Îles qui, sauf erreur, a critiqué très vertement, le 23 octobre dernier, les propositions judiciaires du député de Davenport visant à accroître l'activité industrielle au moyen de stimulants. Il s'en est pris à ces propositions sur un ton caustique et cinglant. Je dois tout d'abord féliciter l'honorable représentant de son courage et de sa franchise pour nous avoir avoué carrément qu'il est un socialiste, et un socialiste de la vieille école par-dessus le marché. Même si je ne suis pas de son avis, je dois reconnaître que son attitude est bien différente de celle des autres membres de son parti qui prennent toutes sortes de précautions pour faire disparaître ce qu'ils considèrent comme une trace de socialisme dans leurs programmes, leurs déclarations et même dans le nom de leur parti.

Les honorables députés me permettront sans doute de leur rappeler brièvement certains passages de son discours acerbe et cinglant dirigé contre l'honorable député de Davenport. Je me reporte au compte rendu du mardi 23 octobre. Après avoir dit qu'il était un

socialiste de la vieille école, l'honorable député ajoutait:

...encore plus convaincu qu'il y a trente ans que les solutions à nos problèmes, ce n'est pas le régime de l'entreprise privée, du capitalisme ni du monde des affaires qui peut nous les offrir.

Comme l'atteste la page 898 du hansard, après avoir parlé des despotismes brutaux de ce qui s'appelle le monde communiste, il poursuit en parlant de la nécessité d'une transformation révolutionnaire destinée à balayer...

...le despotisme plus subtil du monde démocratique, du monde de l'entreprise privée.

A nouveau, comme en fait foi la page 898, il déclare:

Au fur et à mesure que nous édifions ces nouvelles institutions, il faut commencer à démolir les anciennes.

Monsieur le président, je me suis demandé, en écoutant ces paroles, quelles institutions il entendait démolir. J'ose espérer qu'il ne songeait pas aux institutions démocratiques qui se trouvent concrétisées dans notre Chambre.

Puis, comme le rapporte la même page, le député a poursuivi:

Nous ne voulons pas nous faire les complices de cette politique qui consiste à reboucher les lézardes qui commencent à se faire jour dans l'édifice capitaliste.

Cette façon de s'attaquer à tous les secteurs de l'entreprise privée a dû faire frémir d'horreur les collègues du député qui ont tenté d'une manière bien conciliante de courtiser les petites entreprises et de leur faire entendre qu'il y a place en leur sein pour le petit homme d'affaires. Ceux qui sont ici depuis longtemps ont dû, j'en suis sûr, se croire aux jours du Manifeste de Regina plutôt qu'en ces temps où le NPD n'a rien d'autre à servir au public que du remâché.

Vu que le député est, selon la Presse canadienne, le critique financier de son parti, j'ai décidé d'examiner plus à fond le présumé programme du parti afin de voir si je pourrais ajouter quelque chose à ce qu'il a dit. Peut-être le député a-t-il profité de son discours pour annoncer un changement d'importance dans la politique du parti. Peut-être aussi M. Douglas le contredira-t-il lorsqu'il aura pris place à la Chambre. Par exemple, je pourrais me reporter à une brochure intitulée «Résumé du programme du Nouveau parti Démocratique». Sous la rubrique «Industrie» on lit:

Un programme pour implanter l'industrie—au besoin, un nouveau complexe industriel complet—dans des localités qui aujourd'hui se voient en face d'une pénurie économique constante. En aidant vraiment les industries qui se cherchent de nouveaux emplacements, en leur prêtant des fonds à un taux peu élevé d'intérêt pour la mise en marche de projets industriels et de transformation...

Puis, jetant encore une fois un coup d'œil sur le programme, à la page 15, sous le titre